

Burundi : nouvelle croisade de prières organisée par la famille présidentielle

@rib News, 30/12/2017 â€“ Source Africanews 2017 ne pouvait pas y Ã©chapper. Comme il est presque de coutume au Burundi depuis quelques annÃ©es, la croisade de priÃ©res organisÃ©e par la famille prÃ©sidentielle a Ã©tÃ© lancÃ©e ce mardi mÃ©me. Objectif, remercier Dieu pour ses actions au Burundi tout au long de lâ€™annÃ©e, mais Ã©galement lui confier lâ€™annÃ©e 2018. [Photo : Le couple prÃ©sidentiel burundais, Pierre et Denise Nkurunziza, agenouillÃ©s tenant le drapeau national, lors de la croisade de priÃ©res.]

Lâ€™ouverture de cette croisade â€œdâ€™actions de grÃ¢cesâ€• qui doit durer toute la semaine, a Ã©tÃ© faite par le chef d'Etat Nkurunziza et son Ã©pouse Denise, dans le stade de la province de Kayanza qui nâ€™avait toujours pas fait son plein. Presque chaque annÃ©e, les Burundais ont rendez-vous avec ces priÃ©res Ã©cumÃ©niques qui concernent les Burundais de tous bords. La preuve la haute hiÃ©rarchie exÃ©cutive et parlementaire se prÃ©te bien Ã© la sÃ©ance. Cette annÃ©e, le 1er vice prÃ©sident nâ€™a pas voulu manquer lâ€™Ã©vÃ©nement. Quant Ã© comprendre pourquoi un tel intÃ©rÃ©t de la famille prÃ©sidentielle pour ces priÃ©res, le blogueur burundais Spageon Ngabo y va de son analyse. â€œTout va bienâ€• : gobez-le et respirez ! Â©crivait-il dans un billet publiÃ© en aoÃ»t 2017. Â© lâ€™en croire, alors que le pays traverse de rÃ©elles difficultÃ©s tant sur le plan politique, Ã©conomique, judiciaire que sur les droits de lâ€™homme, encourager Ã© la priÃ©re est un subterfuge pour faire croire que tout va bien. â€œUn chrÃ©tien doit rendre grÃ¢ce au Seigneur, tant en situation de malheur que bonheurâ€•, ironise-t-il. Depuis 2015 le Burundi est plongÃ© dans une crise politique en raison de la participation Ã© la prÃ©sidentielle dâ€™avril 2015 du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, accusÃ© de briguer un 3e mandat, en contradiction avec la Constitution. Cette crise qui a fait des centaines de morts a fini par dÃ©teindre sur lâ€™Ã©conomie du pays. La Cour pÃ©nale internationale (CPI) dont le Burundi sâ€™est dÃ©finitivement retirÃ© fin octobre, a annoncÃ© mi-novembre quâ€™elle ouvrirait une enquÃªte les inlassables violations des droits de lâ€™homme et crimes contre lâ€™humanitÃ© quâ€™aurait commis le pouvoir burundais depuis avril 2015.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});